décourager les ressortissants et entreprises relevant de leur juridiction de devenir parties à des transactions ou de conclure des arrangements quelconques qui contribuent à la domination du Portugal sur ces territoires et qui empêchent l'application de la Déclaration en ce qui les concerne;

7. *Recommande* que, au cas où le Gouvernement portugais n'appliquerait pas les dispositions du paragraphe 3 ci-dessus, le Conseil de sécurité envisage d'urgence toutes mesures efficaces en vue d'assurer l'application intégrale et rapide de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des décisions connexes du Conseil;

8. *Prie* le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution, en particulier de fournir l'assistance qui pourra être nécessaire en vue des négociations mentionnées au paragraphe 3 ci-dessus, et de faire rapport à ce sujet, selon qu'il conviendra, à l'Assemblée générale et au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

9. *Félicite* le Comité spécial de l'œuvre qu'il a accomplie au cours de l'année, notamment par l'envoi de la Mission spéciale en Guinée (Bissau), et le prie de continuer de rechercher les meilleurs moyens d'aider efficacement les peuples des territoires sous domination portugaise à atteindre les buts énoncés dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et dans la Charte des Nations Unies.

2084^e séance plénière
14 novembre 1972

2945 (XXVII). Question de la Rhodésie du Sud

L'Assemblée générale,

Ayant étudié la question de la Rhodésie du Sud (Zimbabwe),

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux⁹,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général relatif à la présente question¹⁰,

Ayant invité, agissant en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine et par son intermédiaire, des représentants des mouvements de libération nationale du Zimbabwe à participer en qualité d'observateurs à son examen de la situation dans le territoire et ayant entendu les déclarations des représentants de la Zimbabwe African People's Union et de la Zimbabwe African National Union¹¹,

Ayant entendu la déclaration d'un pétitionnaire¹²,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et sa résolution 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, où figure le programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration, ainsi que toutes les autres résolutions relatives à la question de la Rhodésie du Sud (Zim-

babwe) adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Comité spécial,

Réaffirmant le droit inaliénable du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) et la légitimité de la lutte qu'il mène pour obtenir la jouissance de ses droits énoncés dans la Charte des Nations Unies et en conformité avec les objectifs de la résolution 1514 (XV),

Ayant présent à l'esprit le fait que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en sa qualité de Puissance administrante, a la responsabilité principale de mettre fin au régime illégal de la minorité raciste et de transférer le pouvoir effectif au peuple du Zimbabwe sur la base du principe du gouvernement par la majorité,

Notant avec satisfaction le rejet, par la population africaine du Zimbabwe, des "propositions de règlement" convenues entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le régime illégal¹³ et tenant compte du fait que ces "propositions de règlement" ont été négociées sans consulter les dirigeants politiques authentiques de la population africaine du Zimbabwe,

Réaffirmant que toute tentative pour négocier l'avenir du Zimbabwe avec le régime illégal sur la base de l'indépendance avant l'instauration d'un gouvernement par la majorité contreviendrait aux droits inaliénables du peuple de ce territoire et serait contraire aux dispositions de la Charte et de la résolution 1514 (XV),

Déplorant vivement l'incarcération et la détention arbitraires et illégales des dirigeants politiques et d'autres personnes du Zimbabwe par le régime illégal de la minorité raciste, qui les prive de l'exercice des droits fondamentaux de l'homme,

Déplorant le refus persistant du Gouvernement du Royaume-Uni de coopérer avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux à l'exécution du mandat que lui a confié l'Assemblée générale,

Profondément inquiète du maintien de la présence et de l'intervention des forces sud-africaines dans le territoire, qui aide le régime de la minorité raciste et menace sérieusement la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats africains voisins,

Consciente des conditions qui sont nécessaires pour permettre au peuple du Zimbabwe d'exercer librement et pleinement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance,

1. *Réaffirme* le principe selon lequel il ne saurait y avoir d'indépendance avant l'instauration d'un gouvernement par la majorité au Zimbabwe, et affirme que tout règlement relatif à l'avenir du territoire doit être élaboré avec l'entière participation des dirigeants politiques authentiques qui représentent la majorité du peuple du Zimbabwe et doit être approuvé librement et pleinement par le peuple du Zimbabwe;

2. *Demande* au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de ne transférer ou accorder en aucun cas au régime illégal aucun des pouvoirs ou des attributs de la souveraineté, et lui demande d'assurer l'accession du pays à l'indépendance par un système démocratique de gouvernement

⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 23 (A/8723/Rev.1), chap. II, III et VIII.

¹⁰ A/8759 et Add.1.

¹¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Quatrième Commission, 1988^e séance.

¹² *Ibid.*, 1990^e séance.

¹³ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-sixième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1971, document S/10405.

conformément aux aspirations véritables de la majorité de la population;

3. *Prie instamment* le Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, de réunir aussitôt que possible une conférence constitutionnelle nationale où les représentants politiques authentiques du peuple du Zimbabwe seraient à même de mettre au point un règlement concernant l'avenir du territoire qui serait ensuite soumis à l'approbation du peuple par des processus libres et démocratiques;

4. *Demande* au Gouvernement du Royaume-Uni de créer les conditions nécessaires pour permettre au peuple du Zimbabwe d'exercer librement et pleinement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, y compris :

a) La mise en liberté inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, détenus et personnes assignées à résidence;

b) L'abrogation de toute législation répressive de caractère discriminatoire;

c) La levée de toutes les restrictions qui entravent l'activité politique et l'établissement de la pleine liberté démocratique et de l'égalité des droits politiques;

5. *Condamne* le maintien de la présence et de l'intervention des forces armées sud-africaines dans le territoire, en violation des décisions du Conseil de sécurité, et demande à la Puissance administrante d'assurer l'expulsion immédiate de toutes ces forces du territoire;

6. *Demande en outre* au Gouvernement du Royaume-Uni de veiller à ce que, dans toute opération visant à déterminer les vœux et les aspirations du peuple du Zimbabwe quant à son avenir politique, la procédure à suivre soit conforme au principe du suffrage universel des adultes au scrutin secret, sur la base du principe "à chacun une voix" et sans égard à la race, à la couleur ou à des considérations de niveau d'instruction, de fortune ou de revenu;

7. *Demande* à tous les gouvernements, aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies, agissant en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine, de prêter tout leur appui moral et matériel au peuple du Zimbabwe;

8. *Demande* au Gouvernement du Royaume-Uni de se conformer aux dispositions de la présente résolution et de faire rapport à ce sujet au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi qu'à l'Assemblée générale lors de sa vingt-huitième session;

9. *Prie* le Comité spécial de continuer à examiner la situation dans le territoire.

2102^e séance plénière
7 décembre 1972

2946 (XXVII). Question de la Rhodésie du Sud

L'Assemblée générale,

Ayant étudié la question de la Rhodésie du Sud (Zimbabwe),

Gravement troublée par la nouvelle détérioration de la situation au Zimbabwe dont le Conseil de sécurité, dans sa résolution 277 (1970) du 18 mars 1970, a réaffirmé qu'elle constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,

Déplorant que les mesures prises jusqu'à présent n'aient pas réussi à mettre fin à la rébellion au Zimbabwe, en raison principalement de la collaboration continue et croissante que certains Etats, en particulier l'Afrique du Sud et le Portugal, en violation de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies et des décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, maintiennent avec le régime illégal, empêchant ainsi sérieusement l'application effective des sanctions contre le régime illégal,

Gravement préoccupée par le fait que, malgré les appels adressés au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique dans la résolution 2765 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 16 novembre 1971, ce gouvernement continue à autoriser l'importation aux Etats-Unis de chrome et de nickel provenant de Rhodésie du Sud, en violation des dispositions pertinentes des résolutions 253 (1968), 277 (1970), 288 (1970) et 314 (1972) du Conseil de sécurité, en date des 29 mai 1968, 18 mars 1970, 17 novembre 1970 et 28 février 1972,

Réaffirmant sa conviction que les sanctions ne mettront fin au régime illégal de la minorité raciste que si elles sont de portée générale, de caractère obligatoire et efficacement contrôlées, mises en vigueur et appliquées, notamment par l'Afrique du Sud et le Portugal,

1. *Déplore profondément* que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord continue à refuser de prendre des mesures efficaces, conformément aux décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, pour mettre fin au régime illégal de la minorité raciste au Zimbabwe et demande à ce gouvernement de prendre immédiatement toutes mesures efficaces pour renverser le régime minoritaire rebelle;

2. *Condamne énergiquement* la politique des gouvernements, en particulier de ceux de l'Afrique du Sud et du Portugal, qui, en violation des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et contrairement aux obligations expresses qui leur incombent en vertu de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, continuent à collaborer avec le régime illégal de la minorité raciste dans sa domination raciste et répressive du peuple du Zimbabwe, et demande à ces gouvernements de cesser immédiatement cette collaboration;

3. *Condamne* toute violation par certains Etats Membres des sanctions obligatoires imposées par le Conseil de sécurité ainsi que le manquement de leur part à appliquer strictement ces sanctions comme étant contraires aux obligations qu'ils ont assumées en vertu de l'Article 25 de la Charte;

4. *Condamne* l'importation continue par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de chrome et de nickel provenant du Zimbabwe en contravention ouverte avec les dispositions des résolutions 253 (1968), 277 (1970), 288 (1970) et 314 (1972) du Conseil de sécurité et contrairement aux obligations précises assumées par ce gouvernement aux termes de l'Article 25 de la Charte, et demande au Gouvernement des Etats-Unis de cesser immédiatement toute autre violation des sanctions et d'observer fidèlement et sans exception les dispositions des résolutions susmentionnées;

5. *Prie* tous les gouvernements qui ne l'ont pas fait jusqu'à présent de prendre des mesures plus rigoureuses afin d'assurer le strict respect par toutes les